

TRAVAUX DE LA FACULTÉ DE DROIT  
DE L'UNIVERSITÉ DE FRIBOURG

*Édités par Peter Gauch*

389

---

MICHEL HEINZMANN

# La procédure simplifiée

Une émanation du procès civil social

# Sommaire

Avant-propos.....	V
Sommaire.....	VII
Table des matières .....	IX
Table des abréviations.....	XXI
Bibliographie.....	XXXIII
Introduction .....	1
<b>Première partie Les origines et le champ d'application</b>	<b>3</b>
Chapitre 1 : Les origines du procès civil social.....	3
§ 1 Les origines autrichiennes .....	3
§ 2 Les développements en Suisse.....	28
§ 3 Synthèse.....	53
Chapitre 2 : Le champ d'application de la procédure simplifiée.....	57
§ 4 Indépendamment de la valeur litigieuse .....	57
§ 5 Jusqu'à une valeur litigieuse de 30'000 fr. ....	106
§ 6 L'action partielle et la pluralité de prétentions .....	123
§ 7 La procédure simplifiée et les autres procédures .....	159
§ 8 Synthèse.....	169
<b>Seconde partie Les caractéristiques</b>	<b>171</b>
Chapitre 1 : La simplicité.....	171
§ 9 La demande simplifiée.....	171
§ 10 La conduite matérielle .....	192
§ 11 La conduite formelle.....	210
§ 12 Synthèse.....	232
Chapitre 2 : La rapidité .....	237
§ 13 Généralités.....	237
§ 14 La maxime éventuelle.....	244
§ 15 La renonciation aux débats principaux .....	259
§ 16 La conciliation .....	266
§ 17 Synthèse.....	298
Chapitre 3 : La gratuité .....	301
§ 18 L'exemption des frais judiciaires.....	302
§ 19 L'interdiction d'allouer des dépens .....	321
§ 20 Les limites de la gratuité.....	330
§ 21 Synthèse.....	344
<b>Conclusion .....</b>	<b>347</b>
<b>Répertoire alphabétique des matières .....</b>	<b>353</b>

# Table des matières

Avant-propos.....	V
Sommaire.....	VII
Table des matières .....	IX
Table des abréviations.....	XXI
Bibliographie.....	XXXIII
<b>Introduction .....</b>	<b>1</b>
<b>Première partie Les origines et le champ d'application</b>	<b>3</b>
Chapitre 1 : Les origines du procès civil social.....	3
§ 1 Les origines autrichiennes .....	3
I. De l'AGO à l'öZPO.....	3
A. L'AGO .....	3
1. L'unification du droit procédural autrichien .....	3
2. La désintégration du droit procédural autrichien .....	5
B. L'öZPO de 1895.....	7
1. L'arrivée de Franz Klein.....	7
2. L'adoption de l'öZPO.....	9
3. Les lignes directrices de l'öZPO.....	10
4. La durabilité de l'öZPO .....	11
5. Le rayonnement international de l'öZPO.....	12
II. La conception de Franz Klein.....	16
A. L'État-providence et son impact sur le procès civil .....	16
1. Le procès civil « social » .....	16
2. Une justice civile accessible à tous.....	18
3. Les trois critères : simplicité, rapidité et accessibilité économique .....	19
B. La participation active du juge.....	20
1. Une conception s'opposant à l'approche libérale du procès civil.....	20
2. La (re)découverte d'une conception .....	22
C. La réception des idées de Franz Klein dans le monde scientifique.....	25
§ 2 Les développements en Suisse .....	28
I. La situation préalable à l'unification de la procédure civile.....	28
A. Les développements en droit du travail.....	28

1.	Les précurseurs .....	28
2.	La généralisation.....	31
3.	L'élargissement.....	34
B.	Les développements en droit du bail.....	36
1.	Les précurseurs .....	36
2.	La généralisation.....	36
a.	Un nouveau chapitre dans le titre huitième du CO.....	36
b.	L'obligation d'instituer des autorités de conciliation .....	37
c.	Les règles procédurales .....	38
C.	L'extension à d'autres domaines.....	39
1.	Le droit de la consommation.....	39
2.	Le droit de la filiation .....	40
3.	La protection des données.....	41
4.	L'assurance-maladie complémentaire.....	42
5.	Les personnes handicapées .....	42
II.	La transposition dans le CPC.....	43
A.	La procédure simplifiée.....	43
1.	Une réglementation relevant exclusivement du droit fédéral .....	43
2.	Le champ d'application .....	45
a.	L'élargissement aux contestations d'une faible valeur.....	45
b.	Les litiges portant sur des violences, des menaces ou du harcèlement .....	46
c.	Les procédures indépendantes concernant les enfants.....	46
d.	Les restrictions en matière de bail.....	47
e.	L'exception des instances cantonales uniques.....	48
B.	La participation active du juge .....	49
1.	La maxime inquisitoire atténuée.....	49
2.	La création d'un nouveau degré de participation .....	50
3.	L'établissement des faits dans les procédures indépendantes concernant les enfants .....	51
C.	La gratuité .....	51
§ 3	Synthèse .....	53
I.	Des liens subtils entre le droit autrichien et le droit suisse .....	53
II.	Une différence tendant à s'estomper .....	54
III.	La procédure simplifiée comme émanation du procès civil social .....	55
Chapitre 2 :	Le champ d'application de la procédure simplifiée.....	57
§ 4	Indépendamment de la valeur litigieuse .....	57

I.	Les différents domaines.....	57
A.	Le droit du travail.....	57
1.	Les litiges relevant de la LEg.....	58
2.	Les litiges relevant de la LParticipation.....	60
B.	Le droit du bail.....	63
1.	Généralités.....	63
2.	Les litiges portant sur des baux d'habitations et de locaux commerciaux .....	64
a.	Généralités.....	64
b.	L'habitation.....	65
c.	Le local commercial .....	67
d.	L'exclusion des baux relatifs à des biens mobiliers et des « autres » immeubles.....	68
3.	Les « domaines centraux » de la protection des locataires.....	69
a.	La consignation du loyer .....	70
b.	La protection contre les prétentions abusives.....	71
c.	La protection contre les congés .....	73
4.	Le bail à ferme agricole .....	75
C.	Le droit de la personnalité.....	77
1.	En cas de violence, de menaces ou de harcèlement .....	77
2.	Le droit d'accès aux données.....	82
D.	Le droit des assurances.....	86
E.	Le droit de la famille.....	89
1.	Généralités.....	89
2.	Les actions tendant à la création ou à la destruction d'un lien de filiation.....	90
3.	L'action en paiement des contributions d'entretien .....	92
II.	La qualification juridique .....	95
A.	Le contrat mixte ou composé .....	95
1.	La notion.....	95
2.	L'impact sur le choix de la procédure.....	96
B.	Le concours d'actions .....	98
1.	La notion.....	98
2.	L'impact sur le choix de la procédure.....	98
C.	Le dynamisme du procès.....	100
1.	Le problème.....	100
2.	La théorie des faits doublement pertinents.....	100

3.	Son application pour déterminer la procédure applicable.....	102
4.	La décision sur la procédure applicable.....	104
§ 5	Jusqu'à une valeur litigieuse de 30'000 fr.....	106
I.	Généralités.....	106
II.	Les prétentions portant sur une somme d'argent.....	108
A.	Le montant formulé dans les conclusions.....	108
1.	Les principes généraux.....	108
2.	Les conclusions subsidiaires.....	109
3.	Les conclusions portant sur un montant en monnaie étrangère.....	110
B.	Le moment déterminant.....	111
1.	Les deux moments envisageables.....	111
2.	Le dépôt de la demande en justice.....	112
C.	L'action en paiement non chiffrée.....	113
1.	L'action en paiement non chiffrée selon le droit procédural.....	113
2.	L'action en paiement non chiffrée selon le droit matériel.....	115
III.	Les autres prétentions pécuniaires.....	116
A.	Les prétentions visées.....	116
B.	L'accord des parties.....	118
C.	La détermination par le tribunal.....	121
§ 6	L'action partielle et la pluralité de prétentions.....	123
I.	L'action partielle.....	123
A.	La notion.....	123
B.	L'abus de droit.....	127
C.	L'action reconventionnelle en constatation négative.....	130
1.	L'intérêt digne de protection.....	130
2.	L'exigence du même type de procédure.....	132
II.	La pluralité de prétentions.....	134
A.	Remarques préliminaires.....	134
B.	Le cumul objectif d'actions.....	136
1.	La notion.....	136
2.	L'addition des valeurs litigieuses.....	137
3.	Le cumul de prétentions de faible valeur avec des prétentions de nature spéciale.....	139
4.	Le cumul en cas de connexité.....	139
C.	La demande reconventionnelle.....	143

1.	La notion.....	143
2.	La même procédure .....	143
3.	L'exception.....	146
D.	La pluralité de parties.....	149
1.	La consorité simple.....	149
2.	L'appel en cause .....	151
3.	L'intervention principale .....	153
E.	La jonction et la division de causes.....	155
1.	La jonction de causes.....	155
2.	La division de causes .....	158
§ 7	La procédure simplifiée et les autres procédures.....	159
I.	Les différents types de procédure.....	159
A.	Généralités .....	159
B.	Un seul type de procédure simplifiée .....	160
II.	L'ordre de priorité des procédures.....	162
A.	La procédure simplifiée et la procédure ordinaire.....	162
B.	La procédure simplifiée et la procédure sommaire .....	164
C.	La procédure simplifiée et la procédure de divorce .....	166
D.	La procédure simplifiée et la procédure en matière de protection de l'adulte et de l'enfant.....	166
E.	La procédure simplifiée et les procédures de recours.....	168
§ 8	Synthèse .....	169
<b>Seconde partie</b>	<b>Les caractéristiques</b>	<b>171</b>
Chapitre 1 :	La simplicité.....	171
§ 9	La demande simplifiée .....	171
I.	La forme et le contenu.....	171
A.	La forme.....	171
1.	La forme écrite.....	171
2.	La forme orale .....	172
a.	La dictée au procès-verbal.....	172
b.	L'obligation de se présenter au tribunal .....	172
B.	Le contenu.....	174
1.	Les conclusions.....	174
a.	La notion .....	174
b.	La maxime de disposition .....	174
c.	La maxime d'office .....	175
i.	Généralités .....	175
ii.	Les actions formatrices tendant à anéantir un lien de filiation .....	175

iii. L'action en paternité .....	176
iv. L'action en paiement de contributions d'entretien .....	177
2. La description de l'objet du litige .....	178
a. La notion d'objet du litige .....	178
b. La description en tant que telle.....	179
c. Les conséquences de l'absence d'une description (suffisante).....	180
3. Les autres éléments.....	181
a. La désignation des parties .....	181
b. L'indication de la valeur litigieuse.....	182
c. La date et la signature.....	182
II. La motivation et les annexes .....	183
A. La demande avec ou sans motivation.....	183
1. Une terminologie équivoque.....	183
2. La « motivation » en fait.....	183
B. La réaction de la partie défenderesse .....	185
1. En cas de demande non motivée.....	185
2. En cas de demande motivée.....	186
a. La prise de position .....	186
b. La réponse .....	187
c. Le défaut.....	188
C. Les annexes.....	190
§ 10 La conduite matérielle .....	192
I. L'importance de la participation du juge.....	192
A. La maxime des débats .....	192
B. Les buts de la participation active du juge .....	193
1. La mise en œuvre du droit matériel .....	193
2. L'efficacité du procès .....	194
3. La possibilité de mener un procès sans mandataire professionnel.....	195
II. Le système légal et les développements jurisprudentiels.....	196
A. Les quatre degrés de participation.....	196
1. Le devoir d'interpellation simple.....	196
2. Le devoir d'interpellation accru.....	197
3. La maxime inquisitoire atténuée.....	199
4. La maxime inquisitoire au sens strict.....	202
B. Les circonstances du cas concret.....	205
1. Une jurisprudence renvoyant implicitement à l'art. 4 CC...205	
2. Les critères.....	206

C.	Des différences qui subsistent .....	208
1.	Le délai pour alléguer des faits et faire administrer des moyens de preuve .....	208
2.	L'administration des preuves dans les procédures relatives au sort de l'enfant .....	208
§ 11	La conduite formelle .....	210
I.	La conduite du procès par le tribunal .....	211
A.	Le système légal .....	211
B.	Le pouvoir d'appréciation du juge .....	212
II.	L'échange d'écritures .....	213
A.	Une possibilité à utiliser avec parcimonie .....	213
B.	Un ou deux échanges d'écritures .....	214
C.	Le défaut .....	218
III.	L'audience d'instruction .....	220
A.	Un instrument compatible avec la procédure simplifiée .....	220
B.	L'utilité en cas de demande non motivée .....	221
C.	Le défaut .....	223
IV.	Les débats principaux .....	224
A.	L'importance des premières plaidoiries .....	224
1.	Les différentes situations .....	224
2.	Une approche informelle .....	226
B.	La demande reconventionnelle .....	226
C.	Le défaut .....	228
1.	La radiation du rôle en cas de défaut des deux parties .....	228
2.	La possibilité du tribunal de statuer en cas de défaut d'une partie .....	229
a.	Le principe .....	229
b.	Les atténuations .....	231
§ 12	Synthèse .....	232
I.	Une introduction d'instance qui peut être simple .....	233
II.	Une participation du juge qui dépend des circonstances du cas concret .....	234
III.	Un déroulement du procès qui relève de la compétence du tribunal .....	235
Chapitre 2 :	La rapidité .....	237
§ 13	Généralités .....	237
I.	L'intérêt à la rapidité et ses limites .....	237
A.	L'intérêt à un procès rapide .....	237
B.	Les limites .....	240

II.	La célérité en procédure simplifiée.....	241
A.	La liquidation de l'affaire lors de la première audience .....	241
B.	L'absence de règle spécifique à la procédure simplifiée .....	242
§ 14	La maxime éventuelle .....	244
I.	Le principe de la seconde chance .....	245
A.	La réglementation .....	245
B.	Son application en procédure simplifiée .....	247
II.	La possibilité d'invoquer sans limite des faits et des moyens de preuve jusqu'aux délibérations .....	250
A.	La portée de l'art. 229 al. 3 CPC.....	250
1.	En première instance.....	250
2.	En deuxième instance .....	252
a.	Lorsque la maxime inquisitoire atténuée s'applique .....	252
b.	Lorsque la maxime inquisitoire au sens strict s'applique.....	253
B.	L'effet retardateur de l'art. 229 al. 3 CPC.....	254
1.	L'absence de moyen coercitif du juge .....	254
2.	L'accentuation par le droit absolu à la réplique .....	256
a.	Le droit absolu à la réplique .....	256
b.	En cas de plaidoiries écrites .....	257
c.	En cas de plaidoiries orales .....	258
§ 15	La renonciation aux débats principaux .....	259
I.	Le droit à une audience et la possibilité d'y renoncer.....	259
A.	Le droit à une audience .....	259
B.	La nécessité d'un accord commun .....	260
C.	La compatibilité avec la procédure simplifiée.....	262
II.	La portée de la renonciation .....	263
A.	La renonciation globale.....	263
B.	La renonciation partielle .....	264
C.	Les plaidoiries écrites.....	265
§ 16	La conciliation .....	266
I.	L'obligation de concilier .....	266
A.	Le principe et ses effets sur la célérité du procès .....	266
1.	« Concilier d'abord, juger ensuite ».....	266
2.	L'effet retardateur de l'obligation de concilier .....	267
3.	L'effet accélérateur de l'obligation de concilier .....	268
B.	Les exceptions.....	268
1.	Les exceptions imposées par la loi.....	269
a.	Les actions relevant de la LP .....	269

b.	Le procès d'état civil.....	270
c.	L'instance cantonale unique.....	272
d.	L'intervention principale et la demande reconventionnelle.....	273
e.	Le délai judiciaire pour déposer la demande.....	274
2.	Les exceptions facultatives.....	275
a.	La renonciation d'un commun accord.....	275
b.	La renonciation unilatérale.....	278
II.	La décision selon l'art. 212 CPC.....	279
A.	Généralités.....	279
1.	La transformation de l'autorité de conciliation en autorité judiciaire.....	279
2.	La possibilité de rendre une décision.....	280
B.	Les conditions.....	281
1.	Une affaire patrimoniale d'une valeur litigieuse de 2'000 fr. au plus.....	281
2.	La requête du demandeur.....	282
C.	Les règles procédurales.....	283
1.	Une procédure orale.....	283
2.	L'impact sur les règles de procédure.....	284
III.	La proposition de jugement.....	289
A.	Généralités.....	289
B.	La nature juridique.....	290
C.	Les conditions.....	292
1.	Le champ d'application.....	292
2.	Le pouvoir discrétionnaire de l'autorité.....	294
D.	Le contenu de la proposition de jugement et ses effets.....	295
1.	Le contenu.....	295
2.	Les effets.....	296
§ 17	Synthèse.....	298
Chapitre 3 :	La gratuité.....	301
§ 18	L'exemption des frais judiciaires.....	302
I.	Les dispenses fédérales.....	302
A.	Les domaines concernés.....	302
1.	Le droit du travail.....	302
2.	Les affaires relevant de la LHand.....	303
3.	Les assurances complémentaires.....	305
4.	Le droit du bail.....	305
B.	Les procédures concernées.....	306

1.	La procédure « au fond » et la procédure de conciliation.....	306
a.	La procédure « au fond ».....	306
b.	La conciliation.....	307
2.	Les procédures simplifiée et ordinaire .....	308
a.	Le principe.....	308
b.	Les actions de droit des poursuites avec incidence sur le droit matériel .....	310
3.	La procédure sommaire .....	310
a.	Le principe.....	310
b.	La procédure sommaire dans le domaine de l'exécution forcée .....	311
4.	Les procédures de recours.....	313
II.	Les dispenses cantonales .....	314
A.	La base légale.....	314
B.	Les cantons de Fribourg et Neuchâtel .....	315
C.	Le canton de Vaud .....	316
1.	Le droit du bail.....	316
2.	Le droit de la consommation.....	318
D.	Le canton de Genève.....	318
1.	Le droit du bail.....	318
2.	Le droit du travail .....	319
3.	Le droit des assurances complémentaires .....	320
4.	Le droit de la consommation.....	321
§ 19	L'interdiction d'allouer des dépens.....	321
I.	La procédure au fond.....	321
A.	Le principe de l'allocation des dépens .....	321
B.	Les dispenses cantonales.....	322
1.	L'admissibilité des dispenses concernant les dépens .....	322
2.	Les solutions genevoise et vaudoise .....	323
a.	La solution genevoise .....	323
b.	La solution vaudoise .....	324
II.	La procédure de conciliation .....	325
A.	L'interdiction d'allouer des dépens.....	325
1.	Le principe.....	325
2.	L'assistance judiciaire.....	326
3.	Le défaut d'une des parties lors de l'audience de conciliation.....	326

B.	Les exceptions.....	327
1.	La possibilité des parties de disposer des dépens.....	327
2.	L'allocation de dépens en cas de décision au sens de l'art. 212 CPC .....	329
3.	L'allocation de dépens pour la procédure de conciliation.....	329
§ 20	Les limites de la gratuité .....	330
I.	La témérité et la mauvaise foi.....	330
A.	Au niveau fédéral .....	330
1.	Les frais judiciaires.....	330
2.	Les dépens .....	332
B.	Au niveau cantonal.....	333
1.	Les frais judiciaires.....	333
2.	Les dépens .....	334
II.	Les incertitudes quant au fondement juridique.....	334
A.	Les contrats mixtes et combinés et la pluralité de fondements juridiques .....	334
B.	Le dynamisme du procès.....	335
III.	La pluralité de prétentions .....	336
A.	L'analyse individuelle des prétentions .....	336
B.	Les affaires dont l'exonération dépend de la valeur litigieuse.....	337
1.	Remarques préliminaires .....	337
2.	Les différentes combinaisons.....	338
a.	Le cumul objectif d'actions .....	338
b.	La consorité simple .....	338
c.	La demande reconventionnelle.....	339
d.	L'appel en cause.....	341
e.	L'intervention principale.....	342
3.	La procédure de conciliation.....	343
§ 21	Synthèse.....	344
<b>Conclusion</b> .....		<b>374</b>
<b>Répertoire alphabétique des matières</b> .....		<b>353</b>